



ASIE/LIBAN - Préparation d'un appel au monde de la part des Patriarches et Evêques du Moyen-Orient - Pour l'Archevêque arménien catholique d'Alep, la solution au conflit syrien se trouve dans le dialogue et le compromis

Harissa (Agence Fides) – Les transformations politiques du Moyen-Orient ont été aujourd'hui l'une des questions centrales des travaux du II^o Congrès des Patriarches et des Evêques du Moyen-Orient, en cours à Harissa. Une session de l'assemblée, ayant comme modérateur S.Exc. Mgr Antonios Aziz Mina, Evêque copte catholique de Guizèh, s'est attardée sur les processus politiques et sur les conflits en cours au Moyen-Orient au travers de la présentation de six témoignages provenant de différents pays.

D'ici ce soir, les Patriarches et Evêques du Moyen-Orient approuveront une liste de recommandations et de résolutions ainsi qu'un communiqué final. L'Archevêque arménien catholique d'Alep, S.Exc. Mgr Boutros Marayati, anticipe à l'Agence Fides les critères que les participants exprimeront de manière unanime en ce qui concerne la situation tragique de la Syrie. « Ce soir, nous lancerons un appel à tous les acteurs en jeu afin que cessent les violences et qu'il soit mis fin à la guerre fratricide en Syrie. Nous insisterons sur le fait qu'il faut trouver une solution par le biais du dialogue et du compromis dans le cadre desquels chacun doit renoncer à ses propres prétentions afin de reprendre la vie normale et de faire revenir la paix ». Selon S.Exc. Mgr Boutros Marayati, les chefs des Eglises catholiques du Moyen-Orient « rejettent les positions de ceux qui affirment qu'il n'existe qu'une solution de type militaire à ce conflit. Nous sommes tous convaincus qu'il ne pourra y avoir aucune victoire parce que dans cette affaire tragique, tous ont déjà tout perdu. Personne ne pourra prétendre avoir vaincu après ce désastre. Les puissances régionales et l'ensemble de la communauté internationale – conclut l'Archevêque – doivent favoriser la résolution du conflit plutôt que de l'alimenter en soutenant l'une des deux parties en lutte ». (GV) (Agence Fides 05/12/2012)